Géostratégie américaine et intégration régionale en Amérique latine : la monnaie de fer

Edgardo Manero

▶ **To cite this version:**

Edgardo Manero. Géostratégie américaine et intégration régionale en Amérique latine : la monnaie de fer. Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, 2009, 30, pp.125. hal-04305499

HAL Id: hal-04305499
https://hal.science/hal-04305499

Submitted on 24 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris I
Panthéon-Sorbonne

Bulletin

de

l'Institut
Pierre Renouvin

numéro 30
Automne 2009

BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN
1, rue Victor Cousin
75005 Paris
Tél. : 01 40 46 27 90
Télécopie : 01 40 51 79 34

Courriel de l'IPR : ipr@univ-paris1.fr
Courriel du Bulletin: bulletin_ipr@yahoo.fr
Site Internet : http://ipr.univ-paris1.fr/

REDACTION :
Robert Frank, Rédacteur en chef
Gisèle Borie, Secrétaire de rédaction

Farid Ameur, Félix Chartreux, Anaïs Fléchet, Annick Foucrier, Jean-Michel Guieu, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Marie-Françoise Lévy, Bernard Ludwig, Antoine Marès, Jean-Philippe Namont, Jenny Raflik, Pierre Singaravélou, Jérémie Tamiatto, Hugues Tertrais, Géraldine Vaughan.

© Institut Pierre Renouvin, 2009
ISSN 1276-8944
Imprimeur : ISI Print - www.isiprint.net

SOMMAIRE

EDITORIAL

Robert Frank p. 11

SECURITE ET INTEGRATION REGIONALE

Jean-Michel Guieu

- L'« insécurité collective ». L'Europe et la Société des Nations dans l'entre-deux-guerres p. 21

Jean-Philippe Namont

- La Petite Entente, un moyen d'intégration de l'Europe centrale ? p. 45

Émilia Robin Hivert

- Moscou, les communistes français et la construction européenne p. 57

Jenny Raflik

- La IV^{e} République et l'OTAN : fidélité à l'Alliance ou revendications nationales ? p. 77

Mathieu Le Hunsec
- De l'AOF à la CEDEAO : la France et la sécurité du golfe de Guinée, un essai d'approche globale — p. 91

Pierre Journoud
- L'ASEAN et la sécurité en Asie du Sud-Est pendant la Guerre froide
  Entre diplomatie officielle et diplomatie informelle — p. 109

Edgardo Manero
- Géostratégie américaine et intégration régionale en Amérique latine : la monnaie de fer — p. 125

Élisabeth du Réau
- Saint-Malo, 4 décembre 1998
  Un tournant dans l'histoire des relations franco-britanniques ? — p. 147

COMPTES RENDUS DE COLLOQUES

Vojislav Pavlović
- La crise de Bosnie 1908, cent ans après.
  Compte rendu du colloque, 26-27 septembre 2008, Paris — p. 165

Jean-Philippe Namont
- L'espace tchéco-slovaque, sismographe de l'Europe au XX^{e} siècle.
  Compte rendu du colloque, 20-21 novembre 2008, Paris — p. 175

Pierre Journoud
- Les crises en Afghanistan depuis le milieu du XIX^{e} siècle.
  Compte rendu du colloque, 29 avril 2009, Paris — p. 183

Géostratégie américaine et intégration régionale en Amérique latine : la monnaie de fer

***E**DGARDO **M**ANERO* ·

Si l'Amérique latine a toujours été un enjeu stratégique pour les États-Unis, dans le désordre global, elle se caractérise par sa faible importance dans l'agenda politique nord-américain. Pour Washington, la région se place après l'Asie-Pacifique/Chine, le Moyen-Orient et l'Europe. Au niveau stratégico-militaire, elle apparaît aussi comme marginale et elle est présentée comme telle dans les préoccupations des États-Unis, en raison de sa capacité limitée à s'engager dans les tensions globales. Cette perception a été renforcée après le 11 septembre 2001.

Cependant, dans une période sans conflits d'envergure et sans aucune menace qui puisse compromettre la sécurité des États-Unis, depuis les années 1990, Washington a intensifié ses déploiements militaires et a renforcé les alliances militaires dans la région. Symbole du fait que la question de la sécurité est devenue un élément central dans la relation entre l'Hégémon et les pays latino-américains, en 2008, les États-Unis ont relancé la IV^{e} Flotte [1]. La décision d'élargir la présence militaire

· L'auteur est chercheur au CNRS (UMR 5136, France méridionale et Espagne : histoire des sociétés du Moyen Âge à l'époque contemporaine/FRA.M.ESPA, Toulouse).

[1] Cf. *Clarín*, 30 juin 2008. Désaffectée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la IV^{e} Flotte n'a pas été opérationnelle pendant la Guerre froide.

étatsunienne en Colombie, prise en juillet 2009[2] par l'administration Obama, illustre une politique d'État et des intérêts définis comme « nationaux », qui vont au-delà du changement politique, mais sont aussi générationnel et probablement de nature culturelle, ce que peut représenter le président Obama.

En se limitant strictement aux aspects « militaires », le présent article cherche à analyser comment, en Amérique latine, la volonté étatsunienne d'administrer le « désordre global » établit un lien entre l'architecture sécuritaire et les divers processus d'intégration régionale. Comme pendant la Guerre froide, la multiplication des émissaires militaires, les contacts permanents entre les armées, les manœuvres conjointes, l'entraînement des armées locales, l'installation de bases militaires ou les achats de matériel mettent en évidence l'importance de la « haute politique » propre à la théorie « réaliste » dans la relation des États-Unis avec le sous-continent.

Un héritage ancien

La politique des États-Unis dans la région repose sur la vision géostratégique américaine des grands continuums régionaux intégrables à la globalisation par la voie de la doctrine de l'*Enlargement*[3] produite dans

---

2 Cf. *The New York Time*, 16 juillet 2009.

3 Pour comprendre l'*Enlargement,* on consultera les références suivantes : Anthony Lake, « From containment to Enlargement », conférence à l'Ecole des études internationales de l'Université John Hopkins le 21 septembre 1993, *International Herald Tribune*, 24 septembre 1993 ; « The White House, A National Strategy of Engagement and Enlargement », US Government Printing Office, [mimeo], Washington, 1994 ; « Defining Missions, Setting Deadlines. Prepared Reemarks of Anthony Lake, Assistant to the President for National Security Affairs », *Defense Issues*, vol. 11, n° 14, Washington, Université George Washington, 1996.

les années 1990 par le binôme W. Clinton – A. Lake. Changement profond destiné à remplacer la doctrine du *Containment* propre à la Guerre froide, l'*Enlargement* concerne l'expansion conjointe de la sphère de l'économie de marché et de la démocratie représentative, s'instituant en opposition à toute économie planifiée**.** Cela relève d'une tradition anglo-saxonne, d'abord anglaise, puis américaine, qui consiste à diffuser, au niveau mondial, un modèle de production et de consommation de masse. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Nord-Américains ont cherché à l'étendre, sinon à l'ensemble de la planète, du moins à leurs principaux partenaires[4].

Créer un méga marché « de l'Alaska à la Terre du Feu » fondé sur la libéralisation du commerce, en tissant un réseau d'accords de libre-échange, constitue la principale proposition des États-Unis pour la région[5]. À partir du sommet de Miami en 1994, l'administration Clinton a soutenu la *Free Trade Area of the Americas*, connue sous le sigle ALCA en Amérique latine, en reprenant l'idée d'initiatives pour les Amériques, développée par l'administration Bush père. Cette politique implique l'encouragement des réformes économiques, le démantèlement des barrières commerciales, la libéralisation du commerce et des flux d'investissements, l'élimination des instruments de la politique industrielle publique, la défense de la propriété intellectuelle et des brevets. L'administration Bush Jr. prolongera cette idée. En 2005, l'on peut constater, lors du sommet de Mar del Plata, l'effort de cette administration pour réinstaller l'ALCA.

---

4 David W. Ellwood, *Rebuilding Europe : Western, Europe, America and Postwar Reconstruction*, Londres, Longman, 1992.

5 De la même façon que certains secteurs, à la fin du XIX^e^ siècle, se sont opposés à la poursuite de l'expansion vers l'extérieur, la politique envers l'Amérique latine s'accompagne d'un intérêt insuffisant pour les projets d'intégration commerciale de la part de secteurs commerciaux privés nord-américains, et même de l'opposition des secteurs du parti démocrate lié aux syndicats. La résistance aux traités de libre-échange illustre l'une des particularités des États-Unis : le fait que le Congrès puisse avoir une politique extérieure qui ne coïncide pas nécessairement avec celle de l'exécutif.

Le processus d'intégration qui répond à cette logique néglige les variables identitaires d'appartenance, et ignore les dichotomies Nord-Sud, Centre-Périphérie, pays développés-pays sous-développés ou Premier Monde-Tiers Monde : l'appartenance géographique, historique, politique ou culturelle est sans importance. L'intégration n'est pas le résultat d'une vision téléologique donnée par un « Nous ». Cette flexibilité des critères, en particulier identitaires, est perceptible sur le plan économique dans la demande du Chili d'accéder au *North American Free Trade Agreement* (NAFTA) ; elle est aussi présente au niveau stratégique, visible dans la demande d'admission de l'Argentine comme membre de l'OTAN sous la présidence de Carlos Menem. Selon cette logique, la suppression progressive des « frontières économiques » cherche à rappeler que la division du continent entre le Nord et le Sud est un phénomène réversible.

En tant que projets stratégiques, le NAFTA puis l'ALCA font partie de l'héritage de la doctrine Monroe[6]. Ils se construisent sur une idée archaïque, dans le sens étymologique du mot – « origine, commencement » –, celle de l'isolement de l'Amérique latine.

D'abord, l'ALCA a un sens géopolitique conforme à cette tradition américaine, qui cherche tout d'abord à empêcher les puissances extra-régionales de prendre pied sur le continent. Les États-Unis conçoivent le compétiteur à travers les catégories de leur culture stratégique. L'action des États-Unis exprime la volonté de former un espace d'influence clos qui limite l'interaction avec des entreprises et des pays extra-régionaux. En développant la résistance à la pénétration économique dans la région, ils cherchent l'exclusion d'un « rival équivalent », un *peer competitor*

6 Doctrine fondée sur l'interprétation, faite par les Nord-Américains, d'un discours du président Monroe, en 1823, dans lequel il revendiquait le droit des habitants de l'hémisphère américain à combattre toute ingérence des Européens sur le continent, au nord comme au sud. À la fin du XIX^{e} siècle, la doctrine se transforma de plus en plus en un droit exclusif des Nord-Américains à intervenir dans les affaires intérieures latino-américaines, en particulier en Amérique centrale et dans la Caraïbe.

(compétiteur pair) selon le jargon stratégique nord-américain. L'ALCA est une façon d'augmenter la présence commerciale, de reconstituer un « marché captif ». Il a été élaboré au cours des années 1990, dans le cadre d'une importante participation européenne dans la privatisation des entreprises publiques latino-américaines et d'un intérêt diplomatique croissant de la part des pays asiatiques et européens, dont les sommets Europe-Amérique latine ou les tournées de chefs d'État sont des exemples. Au début du XXIe siècle, l'influence de la Chine sur le continent constitue une préoccupation comparable au narcoterrorisme pour le *Southern Command*[7].

Ensuite, l'autre implication stratégique de l'ALCA serait d'éviter la consolidation d'un espace relativement autonome, la formation d'un bloc sud-américain contre-hégémonique, sous ses diverses formes, et subsumer les initiatives subrégionales d'intégration économique (le Marché commun du Sud – Mercosur – et la Communauté Andine des Nations) ou de concertation politique (le Groupe de Rio), dans lesquelles les USA n'ont pas de participation directe.

Le rapport au Mercosur en est un exemple. Jusqu'au premier sommet des Amériques, il avait occupé une place peu importante dans les priorités américaines, provoquant, progressivement, des réactions négatives aux États-Unis qui demandèrent sa désagrégation dans l'ALCA. Cette position fut aussi partagée par une partie des élites économiques et politiques locales, en particulier en Argentine, pendant les années 1990.

Au XXIe siècle, la méfiance de Washington envers le leadership brésilien en général et face au président Lula en particulier, ainsi que la peur que le Mercosur ne devienne un marché fermé ou intégré sous son hégémonie, s'est relativisée face au traditionnel « pragmatisme » du Brésil et à la

[7] Posture statement of General Bantz Craddock, US Army commander US Sothern Command Before 109th Congrees Senate armed services committee, celles du 15 mars 2005 et du 14 mars 2006. Cf. : http://www.globalsecurity.org [site consulté le 2 septembre 2009].

remise au goût du jour d'une conception de l'intégration très fortement enracinée dans la tradition anti-impérialiste du nationalisme latino-américain, désormais incarnée par Hugo Chávez. L'*Alternativa Latinoamericana Bolivariana para las Américas*, qu'il a promue, s'inscrit dans un rapport dialectique avec l'ALCA.

Comme projet d'inspiration monroiste, l'ALCA doit paradoxalement faire face à la détermination, manifestée par certains gouvernements latino-américains, de mettre fin au cycle commencé avec la doctrine Monroe. Les années 2004-2005 ont été le théâtre d'un franc refus aussi bien de la version originale de l'ALCA que des modifications introduites pour promouvoir un accord de libre-échange. Le sommet de Mar del Plata et la « *Cumbre de los pueblos* », qui ont eu lieu en Argentine en 2005, en ont été les temps forts, avec l'opposition du Mercosur et du Venezuela à la tentative de G. Bush de relancer l'ALCA.

Néanmoins, les États-Unis ont démontré une certaine flexibilité dans leur but de construire une zone de libre-échange sur le continent. Face à la difficulté de promouvoir l'ALCA, Washington a signé des traités bilatéraux de libre-échange avec l'Amérique centrale et des pays andins (la Colombie et le Pérou). La politique des traités a établi une division dans la Communauté Andine : le Pérou et la Colombie étaient favorables aux accords alors que la Bolivie, l'Équateur et le Venezuela s'y opposaient. Ce dernier s'est retiré en manifestant son opposition.

Nihil novi sub sole

Économie de marché et démocratie libérale – selon une définition très minimaliste –, constituent les éléments de base de la représentation américaine du monde et l'axe de la politique étrangère des États-Unis. Dans les représentations étatsuniennes, non seulement le commerce

apporte la sécurité et la prospérité, mais la réduction de la vulnérabilité économique des États-Unis est aussi indissociable de leur sécurité.

Avec la fin de la Guerre froide, dans un cadre caractérisé par la transformation de l'idée de conflit et de pouvoir, les États-Unis ont, d'un côté, repris une définition plus traditionnelle de la sécurité nationale. Il s'agit d'une conception géopolitique classique inspirée par A. Mahan, dont l'axe central est la combinaison entre le commerce international et les Forces Armées[8]. Depuis les années 1990, ils tentent de faire du commerce et du militaire l'axe de leur politique en Amérique latine. D'un autre côté, ils ont approfondi une caractéristique propre à la Guerre froide : la continentalisation de la sécurité, dont le résultat est la « sécurité hémisphérique », et le retour du panaméricanisme. Ceci constitue une politique d'État qui dépasse le clivage Républicains-Démocrates.

L'administration Clinton a approfondi les engagements militaires en Amérique latine. Clinton n'hésitait pas à affirmer que le commerce constitue un élément prioritaire de la sécurité de l'Amérique, l'intérêt économique et la sécurité étant, pour lui, inextricablement liés. La prospérité intérieure dépend de la stabilité dans les régions clés avec lesquelles il existe des relations commerciales, ou dont sont importées des matières premières essentielles, comme le pétrole et le gaz naturel[9]. Ainsi, de son point de vue, la crise en Colombie était-elle une affaire de sécurité nationale américaine[10]. En demandant aux pays du continent leur appui total au « Plan Colombie » lors de la XXX^{e} conférence du Conseil des

8 Joshep Tulchin, « Oportunidades para América Latina », « Un nuevo regimen de seguridad hemisférica », séminaire « Hacia las Fuerzas Armadas del año 2000 » en *SER en el 2000,* n° 7, marzo 1995, p. 28.

9 William Clinton, « Remarks at the the American University Centennial Celebration », 26 février 1993 ; U.S. National Security Council, *A National Security Strategy for a New Century*, Washington DC, White House, December 1999, p. 21.

10 *Clarín*, 22 juillet 1999.

Amériques (Washington, mai 2000), Clinton établissait ouvertement un rapport étroit entre la sécurité régionale remise en cause par le conflit colombien, et la construction d'une zone de libre-échange. À ce titre, il demandait le soutien des pays latino-américains, leur assurant que la Colombie ne serait pas un nouveau Vietnam. Le Plan a constitué le point émergent de la stratégie régionale de Washington pour l'Amérique latine en post-Guerre froide.

Les conditions pour une stratégie militaire offensive conforme au schéma d'expansion de la démocratie libérale et de l'économie de marché étaient prêtes quand Bush Jr. est arrivé au pouvoir[11]. Les néoconservateurs ont poussé à son paroxysme l'idée que les États-Unis doivent agir pour refaire le monde à leur image.

Les marchés libres et le libre commerce sont les éléments clés de la *National Security Strategy.* L'introduction de ce document, qui donne les lignes de base des politiques de sécurité américaines post-11 septembre, est révélatrice, exprimant sans ambigüité la connexion entre leurs valeurs et leurs intérêts nationaux : « […] *the United States will use this moment of opportunity to extend the benefits of freedom across the globe. We will actively work to bring the hope of democracy, development, free markets, and free trade to every corner of the world* »[12].

L'exportation des libertés politiques et économiques des « libéraux » Démocrates et des « néoconservateurs » Républicains a un dénominateur

[11] En globalisant la lutte contre le terrorisme, l'administration Bush n'a fait que pousser jusqu'aux extrêmes, *via* le primat de l'activisme militaire, les fondements de la diplomatie unilatéraliste américaine des années 1990. Ainsi, imposer ou menacer d'imposer des sanctions à l'encontre des divers pays a été une caractéristique très répandue de l'administration Clinton.

[12] *National Security Strategy*, septembre 2002, Introduction, p. 3. Cf. : http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/nsc/nss/2002/ [site consulté le 2 septembre 2009].

commun : l'hégémonie se légitime dans une vision téléologique de l'Histoire inséparable de l'« exceptionnalisme américain ».

Construire dans l'hémisphère une zone de libre commerce signifie pour les États-Unis davantage que le fait d'éliminer les tarifs douaniers qui protègent encore des secteurs productifs importants en Amérique latine. L'avancée institutionnelle des pays vers l'intégration commerciale du continent n'est pas suffisante. Le démantèlement des barrières commerciales doit être suivi de l'interconnexion physique entre les Amériques, d'où les projets de lignes de transport entre l'Atlantique et le Pacifique et entre l'Amérique du Nord et du Sud, dont le plus connu est le Plan Puebla-Panama à travers l'Amérique centrale. Cette interconnexion physique demande plus que redessiner le système de communication et de transport de tout le continent, sur la base de la création de couloirs terrestres.

La réalisation de l'ALCA implique l'élimination non seulement des obstacles physiques, mais aussi politiques et militaires que la région pose à l'établissement de la zone de libre-échange. L'hégémonie a besoin de faire face aux « désordres ». Dans les représentations stratégiques des États-Unis, populismes radicaux et mouvements de contestation au néolibéralisme sont assimilés aux diverses organisations criminelles, constituant des « nouvelles menaces ». En raison de l'incapacité concrète des États de la zone à garantir la sécurité dans leur territoire, le processus d'interconnexion entre le nord et le sud du continent est un échec pour les Américains. Pour les États-Unis, les menaces qui pèsent sur l'ensemble des démocraties et particulièrement sur les pays andins, ainsi que le retard dans leur développement économique, conséquence de leur avancée insuffisante vers la libération du marché, affectent les intérêts américains. Les points de vue exprimés sur le site de l'ambassade des États-Unis en Colombie en sont l'illustration.

À la fin du XX^e^ siècle, la politique des États-Unis pour la région met de nouveau en évidence le corollaire de la doctrine Monroe : le *big stick* (« gros bâton ») de T. Roosevelt. L'élargissement de la démocratie libérale et de l'économie de marché demande l'élargissement de la présence militaire.

Les liens entre Mars et Mercure – la guerre et le commerce – ont été mis en évidence très tôt dans les négociations entreprises par les États-Unis avec les pays andins. Dans les années 1990, la guerre contre la drogue est clairement liée au libre-échange.

À cette époque, le « narcoterrorisme » était une menace constituant un élément clé du dispositif stratégique américain dans la région andine, où le Pérou était confronté au Sentier lumineux alors que la Colombie devait faire face aux FARC et à l'ELN (l'Armée de libération nationale). Dans ce cadre, l'administration Bush père a institué une politique dans laquelle les accords commerciaux étaient accompagnés de l'assistance militaire octroyée aux pays andins. Ainsi, la lutte contre la drogue était liée aux bénéfices commerciaux.

Sous sa dénomination, commerciale plus que sécuritaire, l'*Andean Trade Preferential Act* (ATPA)[13] de 1991 cachait des aspirations militaires. Renouvelable annuellement en fonction de la bonne coopération des États dans la guerre contre la drogue, l'accord avait pour objectif la substitution des cultures de coca, afin de limiter la production et le trafic de cocaïne[14]. Une fois le premier accord arrivé à son terme, en décembre 2001, il est reconduit pour 4 ans en novembre 2002, et sa nouvelle dénomination, *Andean Trade Preferential Drug Eradication Act,* est plus explicite. Dans ce nouvel accord, la substitution des cultures de coca laisse la place à leur

[13] Plus qu'un accord de libre-échange, il s'agissait d'un accord unilatéral, de préférence commercial, permettant d'accéder au marché des États-Unis.

[14] Raphael F. Perl, « United States Andean Drug Policy : Backgroud and Issues for Decisionmakers », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 34, n° 3, Automne 1992, p. 13-36.

éradication forcée. Cet accord inclut l'appui du Plan Colombie et l'éventuelle installation de bases américaines dans la région. Le Venezuela n'a jamais été invité à adhérer à cet accord.

La possibilité d'utiliser la sécurité pour obtenir des avantages commerciaux sera un élément de négociation important pour certains pays latino-américains, en particulier après le 11 septembre, avec des conséquences sur les deux projets d'intégration sud-américains : le Mercosur et la Communauté Andine.

En 2005, pendant la visite de Rumsfeld au Pérou, le président Toledo affirme que la lutte contre le trafic de drogue devait s'accompagner de l'appui du Congrès américain au traité de libre-échange. Rumsfeld et Toledo ont montré leur engagement conjoint pour combattre le narcotrafic et le terrorisme. Rumsfeld soutenait que le Pérou était un pays leader dans la région dans la lutte contre la « terreur » et Toledo a mis en relation le TLC avec la substitution des cultures de coca. Ayant souligné le manque de ressources pour faire face au narcotrafic, des politiciens péruviens ont demandé à ce que les États-Unis élaborent un « Plan Pérou » ; de son côté, le gouvernement péruvien a affirmé la nécessité de soutien logistique, faisant valoir que l'aide reçue par le Pérou était très faible par rapport à celle apportée à la Colombie. La visite de Rumsfeld a été assortie d'un débat sur l'immunité des troupes américaines, comme condition pour la signature d'un accord de libre-échange avec le Pérou.

À la même époque, le Paraguay est un autre exemple de cet état de fait. Dans un cadre de tensions internes au sein du Mercosur, le président N. Duarte Frutos espère, grâce à des accords de sécurité avec les États-Unis, obtenir l'accès à certains marchés nord-américains, comme celui des oranges, et fortifier sa position face au Brésil et à l'Argentine. Dans ce cadre, le congrès paraguayen[15] a approuvé une directive que la puissance

[15] Résolution 503 de la Chambre des sénateurs du Paraguay et les lois 1337/99, 2447/04, 2594/05.

hégémonique cherche à généraliser : la signature d'un accord d'immunité, empêchant que l'État amphitryon puisse mettre en œuvre des actions dans le cas où le personnel étatsunien commettrait des délits sur son territoire. En juin 2005, le Paraguay renonce à son pouvoir juridictionnel d'enquête sur d'éventuels délits, ainsi qu'à la possibilité d'amener Washington au tribunal pénal international[16].

L'Amérique latine dans la construction du modèle stratégique américain

La post-Guerre froide a été caractérisée par l'importance de la dimension militaire dans la relation des États-Unis avec l'Amérique latine. Cette hypertrophie du militaire doit d'abord être mise en relation avec une question stratégique centrale de la post-Guerre froide : d'abord la dispute pour le contrôle et la circulation des « flux » et des « stocks », aussi bien légaux (matières premières, marchandises, capitaux) qu'illégaux (drogues, contrebande, migrants, etc.) ; ensuite, avec le fait que les États-Unis octroient une dimension sécuritaire aux divers problèmes de la région. Les solutions proposées par les Américains ont une importante composante militaire, en particulier à partir de septembre 2001.

En période de post-Guerre froide, les buts de la politique internationale et des politiques de sécurité et de défense promus par les États-Unis dans la région, sont indissociables d'une conception du monde qui tend à diluer les souverainetés nationales dans la globalité des intérêts. Ils reposent sur un ensemble de principes fondateurs de la « civilisation globale », inspirés des représentations anglo-saxonnes et antagoniques aux préceptes propres à la culture politique régionale. Leurs représentations stratégiques n'insistent

16 *Clarín*, 15 juin 2005.

plus sur la définition de la menace à partir d'une logique étatique, mais plutôt sur un besoin de défense des intérêts étroitement liés à une vision géo-économique anglo-saxonne.

Le modèle américain se conforme aux normes et règles qui tendent à limiter les souverainetés à partir d'instances décisionnelles globales, dont l'objectif est de garantir la sécurisation des voies et moyens de l'économie globale. Les représentations et les pratiques stratégiques américaines, qui assemblent le « dedans » et le « dehors », se construisent sur le caractère transnational, aussi bien de l'offre que de la demande sécuritaire. Elles visent à déconstruire les souverainetés nationales constitutives de l'État-nation. Nécessaires au développement de projets transfrontaliers, ces représentations ne coïncident pas nécessairement avec des politiques régionales d'intégration menées par les États latino-américains. Ainsi, dans l'intégration de l'infrastructure de la région sans projet politique, ce qui est propre au projet américain, les Nations compromettent non seulement leur souveraineté territoriale, mais aussi leur identité.

La stratégie nord-américaine repose sur l'affaiblissement des États en mettant en question toute forme de souveraineté nationale. Elle s'appuie sur l'une des caractéristiques majeures de la globalisation comme processus et idéologie ; elle transnationalise espaces, activités et intérêts et, parallèlement, elle éveille réactions et pratiques de localisme. La représentation du système international sous le leadership américain met en route un double processus : d'une part une ségrégation au sein des États-nations par sécession politique et, d'autre part, une réunification d'ensembles régionaux par l'économie. La macro-stratégie américaine comporte deux axes complémentaires : d'abord l'affaiblissement des instances nationales par la politique et, ensuite, la reconstruction, par le marché, d'un ensemble plus vaste. Les Américains promeuvent une échelle d'organisation balkanisée où les acteurs politiques disposent de peu d'autonomie, tandis que s'instaurent des macro-frontières financières

comme la zone dollar (forme la plus simple) ou la zone de libre-échange, comme l'ALCA (forme la plus élaborée)[17].

Dans ce cadre, le déploiement militaire étatsunien est, tout d'abord, l'élément important d'une stratégie néo-monroiste visant à juguler les puissances extrarégionales, en faisant obstacle à tout projet d'intégration alternatif. Ce déploiement cherche ensuite à établir un mécanisme de contrôle sur des groupes considérés comme une menace pour la sécurité régionale et une opposition à l'établissement de la zone de libre-échange, remettant en question les intérêts des entreprises transnationales dans la région ; enfin, il vise à assurer les nombreuses ressources naturelles de la région, aussi bien traditionnelles et non-renouvelables – les hydrocarbures –, que potentielles – l'eau et la biodiversité.

Le modèle américain est loin de toute inspiration « hobbesienne ». Bien qu'il opère dans le sens du renforcement des mécanismes de contrôle social, ce modèle ne cherche pas à garantir la vie des citoyens, pas plus qu'il ne répond à une logique de pacification. Il se structure, en fait, sur la sécurisation des investissements, en particulier des infrastructures pour l'exploitation des ressources naturelles, et la libre circulation des divers flux : la considération stratégique du territoire et des frontières est liée aux nécessités de surveillance des zones de production et de trafics.

Amérique latine, un laboratoire ?

Dans le renouveau de la réflexion stratégique permanente amorcée à la fin de la Guerre froide, l'Amérique latine a eu une dimension qui ne coïncide pas avec l'hypothétique « faible » importance militaire de la région

[17] Les travaux d'Alain Joxe dans le *Cahier d'Études Stratégiques*, Paris, GSD-EHESS, l'illustrent particulièrement.

ni avec son importance « relative » pour les intérêts nationaux de Washington. C'est en effet en Amérique latine que les Américains ont testé une grande partie des concepts stratégiques, qu'ils ont globalisés par la suite, depuis septembre 2001.

L'Amérique latine n'a pas été uniquement une région traditionnellement sous la domination des États-Unis, elle a historiquement été convertie en laboratoire de pratiques stratégiques. La région représente un espace complexe où les États-Unis ont souvent éprouvé, de façon empirique, l'ensemble de leurs représentations générales du monde. Les représentations stratégiques américaines sont historiquement conditionnées par l'expérience dans les Caraïbes. Ainsi, la conduite unilatérale des États-Unis, impliquant le fait de se réserver le droit de décider unilatéralement des actions – et des interventions – qu'ils considèrent pertinentes, l'une des caractéristiques de la réponse au 11 septembre, n'est pas une nouveauté en Amérique latine, elle fait partie de sa relation au sous-continent.

Dans l'Amérique latine de la fin du XX^{e} siècle ont été forgés des éléments clés de la stratégie globale de sécurité américaine. Celle-ci repose sur la maîtrise des espaces situés au sud par des opérations de stabilisation impliquant une présence terrestre durable par le biais d'un redéploiement des forces. De l'Opération « *Just Cause* » (1989) au « Plan Colombie », la région a eu un rôle dans l'institution de cette pratique expéditionnaire, fondée sur une action militaire à la fois globale dans sa signification et localisée dans son expression, sur laquelle repose l'hégémonie américaine en post-Guerre froide. L'Amérique latine a aussi eu un rôle important dans le développement des représentations stratégiques impliquant la fin d'une conception de la guerre construite sur une définition du système international en tant que collection d'États-nations souverains, visant l'hégémonie mondiale. La « Guerre contre les drogues » a permis de renoncer à l'idée selon laquelle l'État est l'unique interprète de la guerre et son seul acteur. Une perception de la menace, construite à partir d'organisations non-étatiques, et l'emploi de *private military companies*

comme élément de projection de forces à l'étranger ou comme recours pour faciliter certaines activités économiques, sont au cœur de la stratégie des États-Unis. Ceci implique un bouleversement de la thèse « moderne » selon laquelle la guerre constitue un rapport non pas entre individus, mais entre États, qu'il s'agit d'une « affaire d'État » et du fait, notamment, que ce sont les Nations et non plus seulement les armées qui font la guerre.

Les éléments les plus évidents du dessein stratégique appliqué par les États-Unis dans le cadre de la *National Security Strategy* étaient déjà présents dans l'Amérique latine des années 1990 : il s'agit du développement d'un réseau décentralisé d'installations militaires états-uniennes dans la région – en particulier les *Forward Operating Location* –, du contrôle territorial militarisé avec la mise en place de ces installations, de l'utilisation à des fins stratégiques des organisations non-gouvernementales et des opérateurs militaires privés, de la promotion du devoir d'ingérence et de la participation à des *peacekeeping operations*, de la forte pression diplomatique pour faire coïncider les agendas locaux de sécurité avec l'agenda stratégique de Washington, de la redéfinition des fonctions des armées et du développement de missions militaires autres que la guerre (*Military Operations Other than War)*, du caractère transnational et non-étatique des menaces – comme le narcoterrorisme, la délinquance organisée ou la protection de l'écosystème –, de la recherche d'une transnationalisation des armées et des opérations militaires, de la construction de mécanismes de défense collectifs, de la demande, par les États-Unis, d'augmenter la responsabilité des militaires dans le combat contre ces « nouvelles menaces », du concept de « zones grises » et de *Failed state*, et de l'abandon de l'idée de « Sécurité nationale ».

Dans les années 1990, l'Amérique latine a vu naître un modèle stratégique en expansion accélérée depuis septembre 2001. Les États-Unis promeuvent, au niveau global, un système de sécurité axé sur une régulation violente, de type transnational, d'espaces dépolitisés et

hypothétiquement désidéologisés[18]. Cette régulation conduit à réviser la notion de sécurité nationale et de frontière. Sont alors repensés les rapports interne-externe, les liens entre les sphères du civil et du militaire, le contrôle des flux et des stocks légaux et illégaux et des réseaux transnationaux, les caractéristiques des menaces et de l'Ennemi, la notion de territoire et de souveraineté, les échelles locale, nationale et transnationale[19].

Le modèle américain vise à désagréger, au nom de la liberté politique et économique, tout principe d'organisation souveraine, territoriale, nationale, au profit d'une mondialisation des enjeux sécuritaires. À ce modèle, correspond le fait de garantir la sécurisation des voies et des moyens de la mondialisation *via* une conceptualisation de la sécurité autre que nationale. Ainsi, le passage de la « Sécurité nationale » à d'autres formes de sécurité, comme la sécurité « humaine », est utile à la stratégie des États-Unis d'affaiblissement de l'État et de mise en question de la souveraineté nationale.

Or, si la stratégie américaine s'appuie sur la mise en question de la souveraineté nationale, l'État reste placé au centre de la réflexion et de l'action étatsunienne. Dans le désordre global, les États-Unis agissent comme s'ils étaient l'unique pays à rester régi par les principes de la théorie réaliste dans un monde interdépendantiste ; par conséquent, ils peuvent non seulement légitimer leur comportement dans un discours selon lequel l'état d'anarchie peut être dépassé à travers un processus qui conduira à la formation d'une société internationale, mais aussi faire du transnational l'axe de leur stratégie.

Ce comportement a été accentué par la réponse aux attentats du 11 septembre, avec la re-territorialisation de la sécurité, la formulation de la

[18] Cf. Alain Joxe, *L'empire du chaos*, Paris, La Découverte, 2002.

[19] Sur le sujet, voir les travaux de Saida Bedar dans les *Cahiers d'Études Stratégiques*, Paris, GSD-EHESS.

NSS et le droit à une réponse unilatérale, précisant de manière officielle qu'elle se réaliserait « avec ou sans le consentement des alliés »[20]. Avec la guerre au terrorisme, les États-Unis ont centralisé le pouvoir étatique, développant des stratégies « étato-centrées », soutenant une conception de la protection forgée à partir d'une notion plutôt traditionnelle du territoire et de la défense, dont la décision de scanner tout conteneur dirigé vers le territoire nord-américain est hautement représentative.

Conclusion

La mondialisation, comme processus et comme idéologie, transforme les territoires en un *no man's land* que la puissance hégémonique se propose de contrôler. Pour intervenir dans cet espace qu'ils se représentent sans limites, les Américains essaient de faire accepter à ceux qui prennent les décisions stratégiques, en particulier les militaires, la nécessité du devoir d'ingérence, l'absence de distinction entre la sécurité intérieure et la sécurité mondiale, entre le « dedans » et le « dehors », ce qui implique de modifier une conception de la souveraineté et des frontières, très ancrée en Amérique latine.

Or, au début du XXI^{e} siècle, à l'exception de la relation avec la Colombie d'Uribe[21], les États-Unis ont des difficultés à établir un système d'alliances comme celui mis en place avec le Brésil pendant la Guerre froide ou avec l'Argentine de C. Menem, dans l'immédiate post-Guerre froide. Dans le cadre de l'installation de régimes qui acceptent l'hégémonie américaine mais qui ont des résistances à l'alignement automatique, l'isolement des États-Unis et la réduction de leur initiative politique en Amérique du Sud

[20] *National Security Strategy*, *op. cit*. (cf. note 13).

[21] La Colombie occupe le troisième rang des pays recevant de l'aide militaire étatsunienne dans le monde.

poussent ce pays à la recherche de relations bilatérales – où la question militaire a un rôle central – qui affectent les accords d'intégration établis entre les pays de la région.

Les difficultés des États-Unis ne peuvent pas être séparées du fait que le cycle qui a débuté avec le XXI[e] siècle a affaibli une conceptualisation des relations internationales traditionnelles dans la région. Depuis le début du système interaméricain (1889), la relation entre l'Argentine et le Brésil s'est enfermée dans un rapport triangulaire : la coopération et le conflit entre les deux pays ont été encadrés par la politique régionale des États-Unis. Ainsi, durant le cycle néolibéral, les politiques de sécurité des États-Unis ont eu des répercussions dans les relations entre l'Argentine et le Brésil. Cette politique, et la position de l'Argentine, ont fait réapparaître une conceptualisation de la politique extérieure datant de l'époque de la formation des États postcoloniaux : quand des puissances moyennes partagent la même zone d'influence, l'une des formes les plus importantes pour établir la primauté de l'une sur l'autre renvoie toujours à la relation privilégiée avec l'Hégémon. La désignation de l'Argentine comme alliée extra-OTAN des États-Unis et sa demande ultérieure d'admission à cette organisation, le refus opposé par l'Argentine à la participation du Brésil à l'élargissement du Conseil de sécurité, le soutien du gouvernement Menem à la position des États-Unis face au conflit colombien, et le projet d'installer des délégations américaines sur le territoire argentin ont constitué d'importantes divergences – bien que sans installer le « géopolitisme » de confrontation traditionnel – entre deux pays dont la relation a su évoluer de la position d'« ennemis » en puissance à celle d'associés[22].

Dans le désordre global, le canal de Panama paraît se renforcer comme frontière, séparant du reste de l'Amérique latine une Amérique centrale dans laquelle les pays sont, en général, plus influencés par les États-Unis.

[22] Voir Edgardo Manero, *L'Autre, le Même et le bestiaire. Les représentations stratégiques du nationalisme argentin*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Au début du XXIe siècle, pour la première fois, des gouvernements non-alignés ouvertement avec les États-Unis sont au pouvoir. Cependant, à la différence des pays d'Amérique du Sud, les pays d'Amérique centrale ont peu de marge de manœuvre quant à la définition des macro-orientations et l'identification des moyens à utiliser pour garantir les politiques publiques dans des domaines clés comme l'économie, les relations internationales ou la sécurité. Ils sont obligés de composer avec les vues étatsuniennes sur un enjeu aussi central que la sécurité.

De l'autre côté de l'isthme, l'on trouve une Amérique du Sud qui consolide son identité régionale, en fonction notamment de l'aspiration du Brésil à un leadership subcontinental, ou des « messianismes révolutionnaires » canalisés par des « néo-populismes ». Un dénominateur commun, fondamental, est que les idées de la primauté absolue des États-Unis dans les affaires extérieures d'Amérique du Sud, et de l'alignement inconditionnel avec les politiques proposées par le Département d'État, sont révolues. Le Venezuela et le Brésil sont en concurrence pour l'hégémonie en Amérique du Sud, et si leurs positions divergent par rapport aux États-Unis, leur vision est identique : le rôle hégémonique des États-Unis dans la région, sous sa forme traditionnelle, est terminé.

En 2009, la réaction face à la crise provoquée par les accords Uribe-Obama confirme non seulement l'affaiblissement des institutions interaméricaines traditionnellement liées à l'hégémonie nord-américaine, l'OEA et le TIAR, et l'échec de la construction d'une nouvelle architecture de sécurité pour les Amériques qui en a découlé[23], mais aussi le fait que pour les pays sud-américains, les priorités des États-Unis, après le 11 septembre, ont ouvert une occasion de développer des politiques de sécurité plus autonomes.

[23] Depuis la fin de la Guerre froide, les États-Unis ont cherché, sans résultat, à amener les membres de l'OEA à s'entendre sur la construction de mécanismes de défense collectifs, à partir de la coopération hémisphérique en matière de défense.

Or, la décision de relancer en 2008 la IV^{e} Flotte ou d'élargir la présence militaire étatsunienne en Colombie en 2009 démontre que les États-Unis ne sont pas disposés à se retirer de l'Amérique du Sud. Engagés au niveau global dans une guerre de faible intensité – mais durable – contre le « terrorisme », tout en se préparant à faire face à des *peer competitor* mettant en cause le *statu quo* international, et tout en considérant que pour faire face au large éventail des menaces – de la prolifération des armes de destruction massive aux organisations criminelles, en passant par les « États voyous » –, ils sont obligés d'utiliser leur *hard power*, les États-Unis ne peuvent affaiblir leur leadership par un retrait total d'un espace traditionnellement placé sous leur hégémonie et de plus en plus en interaction avec des rivaux potentiels.